

Extract of Fédération Nationale de la Libre Pensée

<http://old.fnlp.fr/spip.php?article445>

COMMUNIQUE

Un Haut Conseil à l'Intégration sous influence

- Communiqués, prises de positions, actions -



Copyright © Fédération Nationale de la Libre Pensée - Tous droits réservés

La Fédération nationale de la Libre Pensée a pris connaissance d'une lettre du Haut Conseil à l'Intégration sous l'autorité du Premier Ministre. En date du 24 septembre 2009, celle-ci est accompagnée d'un exposé des motifs qui veut faire « réfléchir » aux rapports entre « religions et République ». Cette lettre a été adressée à un certain nombre de personnalités et d'associations, triées sur le volet, connues pour leur revendication d'interdiction de la burqa dans la rue. Celles et ceux qui n'ont pas la même perception des choses ne feront donc pas partie du Groupe de travail mis en place.

Il apparait donc clairement que la chose est déjà entendue, il n'y aura aucune voix discordante. Ce sont les moeurs des républiques bananières qui sont aujourd'hui à l'oeuvre au sein de ce gouvernement. Le seul sujet de ce Groupe de travail est bien sûr l'Islam, les autres religions étant réputées par nature irréprochables.

Commencée par une tartufferie...

Cette lettre a été écrite huit jours après que la Fédération nationale de la Libre Pensée a été auditionnée par la Mission parlementaire sur la burqa, mission présidée par un député PCF et dont le rapporteur est un député UMP. Bref, comme au bon vieux temps des guerres coloniales, c'est l'Union nationale qui préside aux destinées de tout cela.

Il semble que les questions soulevées par la Libre Pensée aient posé quelques problèmes puisqu'il est dit dans l'exposé des motifs : « *En constituant ce groupe de travail sur les rapports entre religions et République, le HCI souhaite contribuer à dépassionner le débat et formuler des propositions autres que législatives, afin d'éviter que ne se perpétue cet usage politicien, voire électoraliste, d'enjeux importants transformés en débats polémiques* ». Exit donc, semble-t-il une loi d'interdiction de la burqa dans la rue.

Rappelons aussi que des associations comme la Ligue des Droits de l'Homme et la Ligue de l'Enseignement n'avaient pas été invitées aux auditions de cette Mission parlementaire et qu'il a fallu l'intervention de Marc Blondel, Président de la Libre Pensée, pour qu'elles le soient. Il est vrai qu'avaient été invitées, par contre, d'autres associations qui avaient l'avantage de répondre OUI à tous les désirs de ladite Mission.

... Cela va finir par une farce

La polémique est ouverte contre la Libre Pensée par le HCI : « *Il semble aujourd'hui que la notion de sphère publique doive être questionnée, notamment quand certains invoquent qu'en dehors des services publics, les espaces de sociabilité constituent un espace privé, à l'instar du monde de l'entreprise* ». Ce qui est précisément la position de la Libre Pensée. Il est d'ailleurs éclairant de constater que le parallèle avec l'entreprise est directement inspiré de la position de la Libre Pensée contre le discours de Jacques Chirac, présentant les conclusions de la Commission Stasi, en 2004 qui voulait étendre la laïcité à l'entreprise privée.

Tout cela montre l'embarras du Gouvernement qui semble ne plus savoir comment se sortir de ce guêpier. Il est tout à fait probable que tout cela se terminera par aucune loi et que l'on demandera aux « *représentants* » de l'Islam DE

France, autodésignés par le pouvoir politique, de faire le ménage dans ces affaires de burqa et de voile intégral. La cause de l'émancipation des femmes n'aura nullement progressé. Par contre, le communautarisme aura été un peu plus institutionnalisé. Chapeau, les artistes !

Le péret basque et la baguette sous le bras, bientôt obligatoire ?

« Le ministre de l'Immigration annonce un grand débat sur les valeurs de l'identité nationale, sur ce qu'est être Français aujourd'hui. Eric Besson, le ministre de l'Immigration, a annoncé le lancement d'un vaste débat dans le pays sur l'identité nationale, estimant notamment que le port de la burqa était contraire à cette identité, sans toutefois trancher la question de l'opportunité d'une loi, dimanche sur RTL.

Le ministre a jugé par ailleurs la burqa contraire aux valeurs de l'identité nationale. On peut débattre sur l'opportunité de la loi (...) mais sur les principes il n'y a pas de débat : la burqa est inacceptable et contraire aux valeurs de l'identité nationale, a-t-il déclaré. Eric Besson a toutefois dit ne pas vouloir trancher sur les travaux de la mission parlementaire sur le voile intégral mise en place par l'Assemblée nationale ». Lu sur internet.

Quelle hypocrisie ! Où le port de la burqa est un objet de délinquance, et il faut l'interdire. Car c'est seulement, en République, la loi qui interdit. Si la loi n'interdit pas, elle autorise. C'est du moins la règle commune depuis la Révolution française. Sous l'Ancien-Régime, le dit et le non-dit, l'autorisé et le non-autorisé, le possible et le pas-possible ; tout cela portait un nom : le fait du prince. Est-ce à cela que l'on veut revenir ?

Un Haut Comité à la Désintégration républicaine

Pour avoir un point de vue sur le rôle et l'action du HCI, il suffit de prendre connaissance de la lettre de démission de Jacky Dahomay de cette instance, en date du 17 décembre 2008 : *« Monsieur le Président du Haut Conseil à l'Intégration, J'ai le regret de vous présenter ma démission du Haut Conseil à l'Intégration.*

Cette institution qui regroupe des membres d'horizons idéologiques divers et qui est libre en principe dans ses prises de position, ne remplit plus à mon avis la haute fonction qui lui était assignée de réfléchir profondément sur les problèmes relatifs à l'intégration et de faire des propositions au gouvernement. Elle passe maintenant pour une simple caisse d'enregistrement de la politique gouvernementale et intervient très peu dans le débat public bien que de nombreux problèmes relevant de l'intégration ne cessent d'insister dans l'actualité...

Enfin, même si le HCI est indépendant en principe du gouvernement en place, son silence concernant les dérives graves sur la politique actuelle en matière d'immigration et d'intégration est à mes yeux inacceptable. Pour toutes ces raisons donc je ne peux continuer honnêtement d'être membre du Haut Conseil à l'intégration. »

Et voilà pourquoi, votre fille est muette....

Paris, le 27 octobre 2009